



La croissance de l'agriculture et sa contribution à la réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition

Le rôle de la croissance agricole dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté et de la faim

Message clé

La croissance agricole est un moyen particulièrement efficace de réduire la faim et la malnutrition.

La plupart des populations très pauvres tirent une bonne partie de leurs moyens d'existence de l'agriculture et d'activités apparentées. La croissance agricole obtenue par les petits agriculteurs, et notamment les femmes, réduit de manière particulièrement efficace la pauvreté extrême et la faim lorsqu'elle augmente le rendement de la main-d'œuvre et crée des emplois pour les pauvres.

L'agriculture a une importance très variable dans les économies des différents pays, mais comme on peut s'y attendre, cette importance diminue à mesure que le PIB par habitant augmente et que l'économie se transforme, d'un point de vue structurel. Dans certains des pays les plus pauvres de la planète, l'agriculture représente plus de 30 pour cent de l'activité économique totale et dans le groupe des pays les moins avancés, elle assure 27 pour cent du PIB (selon des chiffres de 2009). En revanche, dans les pays de l'OCDE, l'agriculture représente moins de 1,5 pour cent de l'activité économique. La contribution de l'agriculture à la croissance économique d'ensemble variera donc d'un pays à l'autre, mais elle sera en général plus importante dans les pays les plus pauvres.

Au cours des dernières décennies, la croissance agricole était, en grande partie, due à la croissance de la productivité de la main-d'œuvre agricole qui, contre toute attente, a augmenté plus rapidement que la productivité de la main-d'œuvre hors secteur agricole, depuis les années 60³⁵. Cette croissance rapide de la productivité de la main-d'œuvre agricole a été rendue possible par un exode des travailleurs agricoles, sous l'effet combiné de l'attraction du secteur industriel et de la volonté de quitter l'activité agricole. De plus, la croissance de la

productivité totale des facteurs en agriculture était supérieure à celle du secteur non agricole (+ 1,5 pour cent), venant ainsi contredire l'idée reçue selon laquelle l'agriculture serait un secteur arriéré, où les investissements et les politiques sont systématiquement moins aptes que dans les autres secteurs à générer de la croissance.

Dans l'ensemble, la croissance agricole a probablement un rôle plus important à jouer en tant que facteur de réduction de la pauvreté, plutôt que comme moteur de la croissance économique. Cela s'explique par le fait que la proportion des individus travaillant dans l'agriculture est nettement supérieure à la part de la production économique provenant de l'agriculture. Dans les pays les moins avancés, la population active occupée dans le secteur agricole représentait, en 2009, 66 pour cent de la population active totale, soit le double de la part de l'agriculture dans le PIB. On peut en déduire que les travailleurs agricoles ont en général des revenus moindres, comme l'indique d'ailleurs le fait que la pauvreté est surtout concentrée dans les campagnes. Étant donné que beaucoup de pauvres travaillent dans l'agriculture, la croissance agricole aura probablement des effets plus bénéfiques pour les pauvres que la croissance non agricole.

Selon une étude détaillée récente, analysant la croissance, d'un pays à l'autre, la croissance agricole réduit la pauvreté parmi les plus démunis, à condition que les inégalités de revenus ne soient pas trop criantes³⁶. Dans les pays à faible revenu dotés de peu de ressources, un taux donné de croissance du PIB dû à la croissance agricole réduit cinq fois plus la pauvreté que le même taux de croissance du PIB dû au développement d'autres secteurs (sauf en Afrique subsaharienne). En Afrique subsaharienne, la croissance agricole se révèle 11 fois plus efficace. Il est donc essentiel d'accroître la production et la productivité agricoles si l'on veut réduire la pauvreté de manière efficace, surtout dans les pays à faible revenu.

TABLEAU 2

Rôle de l'agriculture dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté, selon le type d'économie

	Économies fortement tributaires de l'agriculture	Économies en phase de transformation	Économies urbanisées
Population totale (en millions d'habitants)	615	3 510	965
Nombre total de pauvres (en millions d'individus)			
1,08 \$EU/jour	170	583	32
2,15 \$EU/jour	278	1 530	91
Main-d'œuvre agricole, en pourcentage du total (%)	65	57	18
Croissance du PIB (croissance annuelle, 1993-2005, en pourcentage)	3,7	6,3	2,6
PIB agricole, en pourcentage du PIB total	29	13	6
Croissance du PIB agricole (croissance annuelle, 1993-2005, en pourcentage)	4	2,9	2,2
Contribution de l'agriculture à la croissance du PIB (part en pourcentage, 1993-2005)	32	7	5

Source: Adapté des tableaux 1.1 et 1.2 de la Banque mondiale, 2008. *Rapport de 2008 sur le développement dans le monde: l'agriculture au service du développement*. Washington, DC.

De toute évidence, l'aptitude de l'agriculture à accroître le PIB et ses avantages comparatifs en matière de réduction de la pauvreté varieront d'un pays à l'autre. À ce propos, une typologie introduite dans le *Rapport de 2008 sur le développement dans le monde* (voir le tableau 2) souligne que dans les économies fortement tributaires de l'agriculture (principalement en Afrique subsaharienne), l'agriculture contribue de façon marquée à la croissance économique et participe sensiblement à la réduction de la pauvreté, étant donné que les pauvres sont concentrés dans les zones rurales³⁷. Dans ces pays, les politiques devront principalement permettre à l'agriculture de jouer le rôle de moteur de croissance et de facteur de réduction de la pauvreté. Dans les pays en phase de transformation (principalement en Asie, en Afrique du Nord et au Proche-Orient), l'agriculture contribue dans une moindre mesure à la croissance économique, mais comme la pauvreté reste, pour l'essentiel, concentrée dans les campagnes, la croissance agricole et la croissance du secteur non agricole en milieu rural auront des effets importants sur la réduction de la pauvreté. Dans les économies plus urbanisées (principalement en Europe orientale et en Amérique latine), où la pauvreté est principalement un phénomène urbain, un secteur agricole plus productif pourra aider à freiner les hausses de prix des aliments et améliorer le pouvoir d'achat des citoyens pauvres, qui doivent dépenser une grande partie de leurs revenus pour l'achat de nourriture.

ENCADRÉ 2

Promotion de conditions de travail décentes dans l'agriculture et les zones rurales pour parvenir à la sécurité alimentaire

Selon la définition qu'en donne l'OIT, «le travail décent résume les aspirations des êtres humains au travail: possibilité d'exercer un travail productif et convenablement rémunéré, assorti de conditions de sécurité sur le lieu de travail et d'une protection sociale pour sa famille. Le travail décent donne aux individus la possibilité de s'épanouir et de s'insérer dans la société, ainsi que la liberté d'exprimer leurs préoccupations, de se syndiquer et de prendre part aux décisions qui auront des conséquences sur leur existence. Il suppose une égalité de chances et de traitement pour les femmes et les hommes¹.»

En milieu rural, les marchés du travail sont très peu structurés: le travail précaire domine et l'on note des asymétries au niveau de l'information, ainsi que des inégalités selon le sexe ou l'âge. Les conditions de travail en milieu rural sont souvent médiocres, l'accès aux dispositifs de protection sociale est limité et, souvent, la législation du travail n'est pas appliquée; les travailleurs ruraux sont donc les moins organisés et les moins protégés par des cadres juridiques².

Les politiques et les programmes doivent chercher à augmenter l'emploi, mais aussi à créer de meilleures conditions d'emploi dans le secteur agricole et non agricole³.

Par exemple, la gestion intégrée de la production et de la protection contre les ravageurs aide à réduire les quantités de pesticides utilisées et sélectionne des produits moins dangereux, quand il s'avère nécessaire d'appliquer des pesticides. S'ils connaissent ces techniques de gestion intégrée, les travailleurs agricoles sont mieux à même de négocier des clauses exigeant l'utilisation de telles techniques, lorsqu'ils concluent des conventions collectives avec les employeurs⁴. De même, le soutien fourni aux syndicats (par exemple, le Syndicat général des travailleurs agricoles du Ghana) de manière à faciliter l'inclusion d'agriculteurs indépendants et de travailleurs agricoles, y compris les travailleurs saisonniers, peut donner plus de poids à ces travailleurs dans le dialogue social et les négociations. On peut terminer par un autre exemple d'amélioration des conditions de travail dans le secteur agricole: le Ministère thaïlandais de l'agriculture met au point actuellement un programme visant à donner aux riziculteurs thaïlandais le droit à une pension et à des indemnités en cas d'invalidité.

Sources: Voir les notes de la page 68

L'aptitude du secteur agricole à contribuer à la réduction de la pauvreté ne dépend pas seulement du type d'économie au sein de laquelle il fonctionne, mais aussi de la structure de ce secteur, notamment en ce qui concerne la répartition des terres. Par exemple, dans un secteur agricole reposant sur des petites exploitations, faisant largement appel à la main-d'œuvre, l'amélioration de la productivité des terres et de la main-d'œuvre a débouché sur une réduction rapide de la pauvreté (par exemple en Asie de l'Est et du Sud-Est). La Chine a ainsi réduit très rapidement la pauvreté, dans les années 80 et jusqu'au milieu des années 90, en partant d'une situation d'accès assez équitable aux terres agricoles et au capital humain³⁸. À mesure qu'augmente l'inégalité, la réduction de la pauvreté ralentit. En revanche, dans certaines régions d'Amérique latine, les liens entre l'augmentation de la productivité et la réduction de la pauvreté sont nettement moins évidents, compte tenu de la répartition inégale des terres et la prédominance de la mécanisation agricole: les rendements ont en effet augmenté rapidement, alors que la pauvreté rurale n'a guère reculé³⁹.

Pour que la croissance agricole s'étende aux pauvres, il faut qu'elle fasse appel aux facteurs de production dont disposent les pauvres. Or, dans certains cas, les pauvres n'ont que leur force de travail à offrir. Pour réduire la pauvreté et améliorer l'accès à des aliments appropriés, sur le plan tant quantitatif que qualitatif, il faut donc absolument que la croissance crée des emplois, augmente les salaires et améliore la qualité des postes de travail (voir l'encadré 2), surtout pour la main-d'œuvre non qualifiée. Un accès médiocre aux aliments peut freiner la productivité du travail, qui à son tour entrave la croissance économique, notamment en milieu agricole⁴⁰.

On s'accorde largement à reconnaître que la croissance doit aller de pair avec la création d'emplois, si l'on veut parvenir à un développement économique durable. Les pays qui ont réussi à réduire assez rapidement la pauvreté sont passés par des transformations structurelles axées sur la création d'emplois et ont adopté des politiques industrielles et agricoles, ainsi que des politiques sociales actives, opérant en synergie⁴¹. Parmi les politiques visant à renforcer l'emploi, on peut citer l'élimination des obstacles au développement de l'esprit d'entreprise, l'amélioration de l'alphabetisation et de l'instruction et le développement des compétences techniques, de manière à améliorer l'employabilité de la main-d'œuvre, notamment chez les jeunes.

Dans les pays où la répartition des terres est assez équitable, de nombreux pauvres peuvent accéder, eux aussi, à des lopins de terre et profiter de leur plus-value (par exemple moyennant une amélioration des rendements). La croissance des rendements et la réduction de la pauvreté ont ainsi progressé de concert, en Chine, où la répartition des terres est assez équitable⁴². En revanche, en Inde, où la répartition des terres est moins équitable, la croissance des rendements ne s'est pas traduite par un pareil recul de la pauvreté et de la sous-alimentation. Lorsqu'une bonne partie de la croissance de la production est concentrée dans de grandes exploitations agricoles, les pauvres peuvent encore tirer profit de cette croissance si les productions sont à forte intensité de main-d'œuvre et que les bénéfices servent à augmenter les salaires des travailleurs ruraux – mais les avantages qu'en retireront les pauvres seront moindres que s'ils possédaient directement la terre. Si, en revanche, la croissance de la production provient de grandes exploitations hautement mécanisées, les pauvres n'auront guère de chance de profiter de ses effets.



Contribution des petits agriculteurs à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles⁴³

La demande mondiale d'aliments devrait augmenter de 60 pour cent d'ici à 2050. L'agriculture et les filières alimentaires mondiales ont donc un défi de taille à relever, compte tenu des changements climatiques, de la pénurie de ressources naturelles et des utilisations concurrentes, notamment pour la production de biocarburant. Les petits agriculteurs, qui produisent l'essentiel des aliments dans les pays en développement, auront un rôle clé à jouer dans ces efforts, ne fût-ce qu'en raison des volumes de production qu'ils assurent dans les pays en développement.

De tout temps, les petits agriculteurs ont joué un rôle essentiel dans les approvisionnements fournis pour répondre à la demande alimentaire. En Asie, pendant la Révolution verte, les petits agriculteurs ont adopté les innovations techniques, accru leur productivité et produit assez d'aliments pour faire baisser les prix réels des denrées de base achetées par les consommateurs. La demande de main-d'œuvre a augmenté dans les zones rurales, créant ainsi des emplois pour les ruraux pauvres et relevant les salaires payés aux travailleurs non qualifiés. Tous ces facteurs ont contribué

ENCADRÉ 3

La croissance agricole au Viet Nam

Le Viet Nam a connu une forte croissance économique d'ensemble (5,8 pour cent par habitant et par an de 1990 à 2010), ainsi qu'une croissance rapide de son agriculture. Entre 1990 et 2010, la croissance de l'agriculture était en moyenne de 4 pour cent par an, soit l'un des meilleurs résultats mondiaux, sur cette période. En agriculture, la productivité totale des facteurs a progressé rapidement, de 3,1 pour cent par an entre 1991 et 2000, puis de 2,4 pour cent par an entre 2001 et 2009¹.

La croissance de la production venait, pour l'essentiel, de l'amélioration des rendements. Les rendements ont augmenté de 50 pour cent pour le riz, qui est la principale culture vivrière, mais ils ont plus que doublé pour le maïs, le caoutchouc, la noix de cajou et le manioc. Les terres mises en culture ont, elles aussi, augmenté: les terres consacrées au maïs et à l'hévéa ont plus que doublé, celles destinées aux anacardières ont plus que triplé et les terres plantées en caféiers ont été multipliées par huit (passant d'environ 60 000 hectares en 1990 à plus d'un demi-million d'hectares en 2008). Quant à l'aquaculture, elle s'est développée très rapidement, à un rythme de 12 pour cent par an depuis 1990.

Comme les terres sont réparties de façon relativement équitable au Viet Nam, par rapport à la plupart des autres pays, nombre de petits exploitants agricoles ont pu profiter de la croissance des rendements. L'augmentation des superficies cultivées a également permis d'accroître la

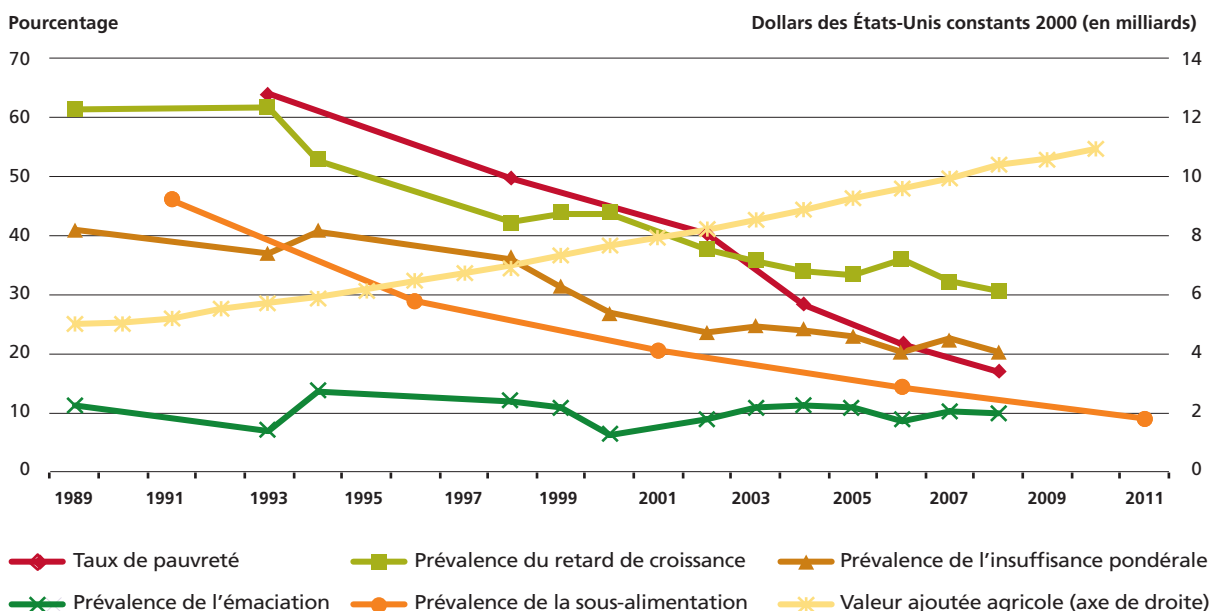
demande de main-d'œuvre, l'un des principaux actifs dont disposent les pauvres. Cette expansion a déterminé une réduction rapide de la pauvreté, de la sous-alimentation, des retards de croissance et de l'insuffisance pondérale (ces deux derniers termes étant appliqués aux enfants de moins de cinq ans). Le Viet Nam a, en effet, déjà atteint plusieurs des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Vers le milieu des années 90, ce sont les ménages agricoles à l'écoute des marchés qui ont le plus profité de la situation: le taux de pauvreté de ces ménages a baissé de plus de 40 pour cent en cinq ans à peine. Les ménages pratiquant une agriculture de subsistance ont, eux aussi, tiré parti de la situation, leur taux de pauvreté baissant de 28 pour cent en cinq ans. Les ménages qui pratiquaient initialement une agriculture de subsistance, puis qui se sont tournés avec décision vers les marchés dans les années 90, ont vu, quant à eux, leur taux de pauvreté reculer de 35 pour cent. Tous ces types de ménages ont accru leurs revenus non agricoles, ce qui montre l'importance du dynamisme de l'économie rurale non agricole².

¹ K. Fuglie. 2012. Productivity growth and technology capital in the global agricultural economy. Chapitre 16 dans K.O. Fuglie, E. Ball et S.L. Wang, éd. *Productivity growth in agriculture: an international perspective*. Wallingford, Royaume-Uni, CABI.

² A. de Janvry et E. Sadoulet. 2010. Agricultural growth and poverty reduction: additional evidence. *The World Bank Research Observer*, 25(1): 1-20

Indicateurs du PIB agricole, de la pauvreté et de la malnutrition au Viet Nam, 1989-2011



Note: Les données sur la prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation se réfèrent aux enfants de moins de 5 ans. Source des données brutes: FAO et Banque mondiale.

ENCADRÉ 4

La croissance agricole en République-Unie de Tanzanie

Entre 1990 et 2010, le secteur agricole de la République-Unie de Tanzanie s'est développé au rythme moyen de 3,8 pour cent par an, se plaçant ainsi parmi les 15 secteurs agricoles nationaux les plus performants au monde, au cours de cette période. La prévalence de la sous-alimentation a néanmoins augmenté, dans un premier temps, puis a stagné au cours des vingt dernières années et les progrès accomplis afin de réduire le retard de croissance et la pauvreté ont été très lents. On peut donc en déduire qu'une croissance rapide de l'agriculture n'est pas, en soi, une condition suffisante pour améliorer la nutrition.

Dans les vingt dernières années, la croissance de la production agricole était principalement due à un accroissement des superficies cultivées, plutôt qu'à l'amélioration des rendements, qui n'a joué qu'un rôle mineur. Les quatre cinquièmes des augmentations de superficies cultivées étaient dus à huit cultures: maïs, haricots secs, arachides, riz, bananes, noix de coco, sorgho et manioc. Il faut toutefois noter que les rendements du maïs, des noix de coco, du sorgho et du manioc ont baissé au cours des vingt dernières années, alors que le rendement du riz n'avait augmenté que légèrement. Cette baisse des rendements s'explique peut-être par l'expansion de l'agriculture dans des terres marginales, ayant une fertilité et des rendements potentiels moindres. La croissance de la productivité totale des facteurs en agriculture, qui n'a augmenté que de 0,4 pour cent de 1991 à 2000, puis d'un pour cent de

2001 à 2009, montre bien que la priorité était accordée à l'expansion des superficies cultivées¹.

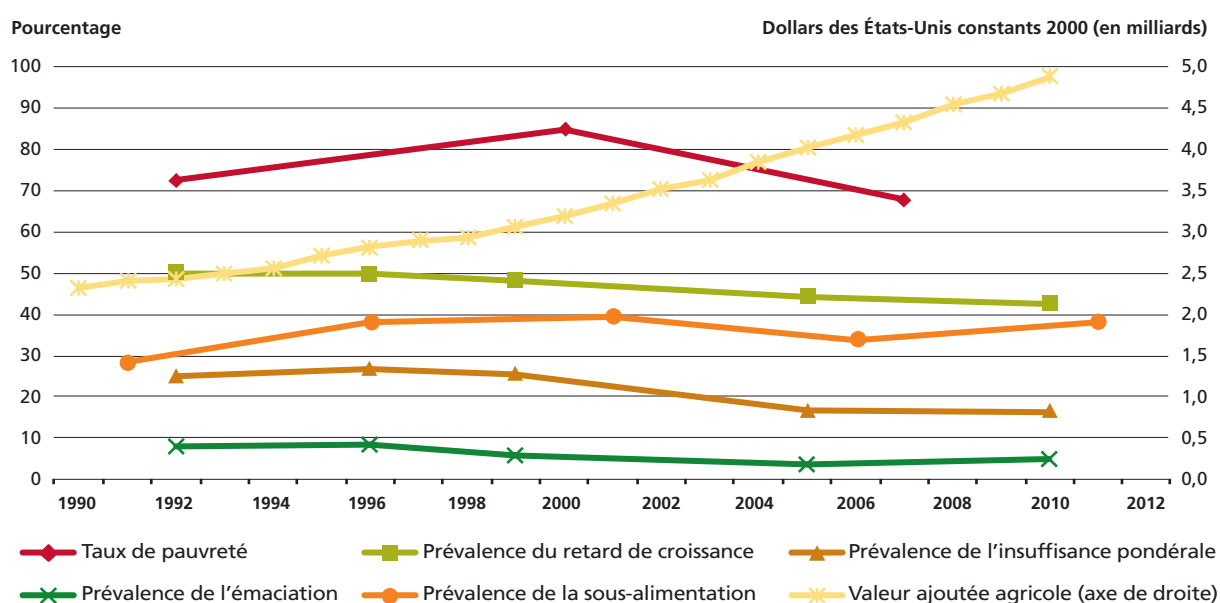
Un mode de croissance axé sur l'expansion des superficies cultivées soulève des questions de durabilité. En outre, pour déterminer si les pauvres tirent vraiment profit d'une telle croissance, il faut voir dans quelle mesure les nouvelles terres mises en culture sont fertiles et appartiennent aux pauvres.

Ces dernières années, les exportations de coton et de tabac – deux produits cultivés par les petits exploitants – ont rapidement augmenté. Il s'agit toutefois de produits non vivriers, dont la culture est concentrée dans des zones assez réduites. Une stratégie de croissance reposant sur la culture de maïs, de plantes-racines, de légumineuses et d'oléagineux réduirait plus efficacement la pauvreté et la sous-alimentation, car ces plantes sont largement cultivées par les paysans pauvres et représentent une part plus importante du budget des ménages pauvres². Pour mettre en œuvre une telle stratégie de croissance, il faudrait accroître les dépenses consacrées à la recherche et à la vulgarisation agricoles portant sur ces cultures.

¹ K. Fuglie. 2012. Productivity growth and technology capital in the global agricultural economy. Chapitre 16 dans K.O. Fuglie, E. Ball et S.L. Wang, éd. *Productivity growth in agriculture: an international perspective*. Wallingford, Royaume-Uni, CABI.

² K. Pauw et J. Thurlow. 2011. *The role of agricultural growth in reducing poverty and hunger: the case of Tanzania*. IFPRI 2020. Document de référence n° 21. Washington, DC, IFPRI.

Indicateurs du PIB agricole, de la pauvreté et de la malnutrition en République-Unie de Tanzanie, 1990-2011



Note: Les données sur la prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation se réfèrent aux enfants de moins de 5 ans. Source des données brutes: FAO et Banque mondiale.

à améliorer la sécurité alimentaire pour tous. Nombre des succès obtenus, sur le plan du développement, au cours des 20-40 dernières années, reposaient sur la production des petits agriculteurs (par exemple en Chine, en Indonésie et au Viet Nam; voir l'encadré 3). D'habitude, les petits agriculteurs étaient aussi, à cette époque, plus efficaces que les grandes exploitations agricoles⁴⁴. À l'avenir, la production agricole à petite échelle sera probablement plus efficace pour les produits alimentaires à forte intensité de travail, comme les produits maraîchers.

Malgré ces succès du passé, les petits agriculteurs devront surmonter des obstacles considérables, s'ils veulent être compétitifs sur de nombreux marchés modernes. Dans les pays en développement, les changements introduits au niveau de la commercialisation, de la transformation et de la vente au détail des produits agricoles et alimentaires ont attiré des investissements accrus du secteur privé, d'origine nationale ou étrangère, dans l'agroalimentaire.

Pour vendre leurs produits dans des circuits commerciaux plus évolués, comme les supermarchés, les agriculteurs auront besoin de compétences accrues de gestion et d'organisation logistique et devront être capables d'assurer un approvisionnement continu et de fournir des aliments respectant des normes strictes de qualité et de sécurité sanitaire. La recherche et la vulgarisation agricoles sont de plus en plus privatisées et soumises aux règles de la mondialisation; elles se concentrent sur des technologies à forte intensité de connaissances, qui exigent des compétences de gestion et une bonne aptitude à l'apprentissage. Ces exigences risquent de limiter l'accès des petits agriculteurs à des intrants novateurs. Les petites exploitations agricoles ont des difficultés à obtenir des crédits, car les institutions financières hésitent souvent à consentir des prêts, lorsque les garanties sont limitées et que l'on ne sait pas grand chose des capacités de remboursement des emprunteurs potentiels. En outre, les petites agricultrices sont défavorisées par rapport à leurs homologues masculins, parce qu'elles ont un accès encore plus limité au capital financier ou social, à l'information commerciale et aux

ressources productives, comme la terre.

Les petits agriculteurs sont certes capables de relever ces défis, mais ils ont besoin, pour ce faire, d'un «environnement porteur». L'amélioration des infrastructures rurales, comme les routes, les marchés, les installations d'entreposage et les services de communication, réduira les coûts de transaction et aidera les agriculteurs à accéder plus facilement aux marchés. Des interventions destinées à sécuriser les droits fonciers et les droits de propriété encourageront les petits agriculteurs à investir dans la mise en valeur de leurs terres. Il est essentiel de fournir des services d'éducation dans les campagnes pour permettre aux petits exploitants de s'insérer sur les marchés: en effet, s'ils ne savent pas lire, écrire et compter, ou s'ils ne savent pas organiser les approvisionnements ou établir, en toute confiance, des contacts avec des acheteurs, les petits agriculteurs ne seront pas en mesure d'écouler leurs produits dans des circuits commerciaux plus complexes. De plus, il faut absolument adopter des politiques pour remédier aux inégalités, y compris entre hommes et femmes, en ce qui concerne l'accès aux actifs et aux ressources, de manière à apporter des bénéfices à long terme aux femmes et à leurs familles.

Les pouvoirs publics peuvent, en outre, appuyer fermement le développement des petites exploitations agricoles, en faisant en sorte que des travaux de recherche agricole soient spécifiquement destinés à résoudre les problèmes des petits agriculteurs et des consommateurs, si possible en partenariat avec le secteur privé. Les services publics de vulgarisation devront se concentrer davantage sur la production, mais aussi sur la commercialisation et la sécurité sanitaire des aliments.

Des efforts accrus visant à mieux intégrer les petits agriculteurs aux marchés auront plusieurs effets positifs: ils aideront à répondre à la demande future d'aliments, contribueront à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, dans les villes comme dans les campagnes, et ouvriront la possibilité d'établir des liens avec l'économie rurale non agricole, dans la mesure où les petits agriculteurs utiliseront probablement une bonne partie des revenus supplémentaires à leur disposition pour acheter localement des biens et des services.



Faim, agriculture et développement durable

Des changements radicaux s'imposent, dans les systèmes agricoles et alimentaires, si notre planète veut réussir à vaincre la faim et la malnutrition et répondre à la demande d'aliments des générations présentes et futures. Lors du Sommet Rio+20, qui s'est tenu récemment, les dirigeants mondiaux ont réaffirmé ce qui suit: «l'élimination de la pauvreté, l'abandon des modes de consommation et de production non viables en faveur de modes durables, ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles sur lesquelles repose le développement économique et social sont à la fois les objectifs premiers et les préalables indispensables du développement durable⁴⁵.» La réalisation de ces objectifs est littéralement d'importance vitale, si l'on veut assurer la sécurité alimentaire et garantir une nutrition adéquate pour tous.

Cela s'applique particulièrement aux moyens mis en œuvre par les pays pour permettre à leurs systèmes agricoles et alimentaires de répondre aux besoins des générations présentes et futures. Pour instaurer un développement durable et concrétiser la vision du Sommet de Rio, il est indispensable d'éradiquer la faim et la malnutrition. Dans cette optique, il est essentiel que les gouvernements nationaux et toutes les parties prenantes prennent les mesures suivantes: encourager la mise en application progressive du droit à une alimentation adéquate, mettre au point et protéger des droits d'accès aux ressources, notamment pour les plus vulnérables, incorporer dans les filières alimentaires des mesures incitant à la consommation et à la production durables, promouvoir la mise en place de marchés agricoles et alimentaires équitables et efficaces, réduire les risques et accroître les capacités d'adaptation des populations les plus vulnérables et enfin investir les ressources publiques dans des biens publics essentiels, notamment à l'appui de l'innovation et des infrastructures.

S'agissant de la consommation, il faut favoriser l'utilisation durable des ressources, en réduisant la surconsommation, en passant à des régimes nutritifs, mais présentant une empreinte écologique inférieure et en réduisant les pertes et les gaspillages d'aliments dans toute

la filière alimentaire. Il existe, par ailleurs, de très bonnes possibilités d'intensification durable de la production agricole et alimentaire. Pour que la croissance de la productivité agricole soit à la fois suffisante et stable, il est indispensable que les écosystèmes agricoles restent sains et soient capables de fournir des services, comme la fertilité des sols, la résistance aux maladies et aux ravageurs et la résilience d'ensemble de tout le système productif. Des écosystèmes sains peuvent aussi fournir des bienfaits importants, qui vont au-delà de l'exploitation agricole: réduction de la pollution agricole, qui comporte des coûts élevés, contribution à l'atténuation des changements climatiques, conservation de la biodiversité et protection des bassins versants. Or, les agriculteurs, les pêcheurs et les habitants des forêts ont rarement les capacités requises pour adopter des méthodes assurant la durabilité et la santé des écosystèmes et aucune mesure incitative ne leur est proposée pour agir dans ce sens.

Les gouvernements, le secteur privé et les organisations non gouvernementales s'attachent donc, de plus en plus, à mettre en place les cadres techniques, réglementaires et financiers voulus pour appuyer des modes de production plus durables. Il existe toute une gamme d'approches possibles pour incorporer des considérations environnementales dans les politiques agricoles, de manière à reconnaître explicitement et à réduire les coûts liés à la pollution agricole et accroître les effets positifs externes du secteur agricole sur l'environnement. Il est essentiel d'évaluer l'efficacité de ces approches, mais aussi leurs effets en termes d'équité, car elles comportent des transferts de coûts et de bénéfices entre divers groupes de la société. Des approches combinant réduction de la pauvreté et durabilité environnementale ont produit des effets positifs et il faudrait maintenant élargir ces efforts, sur cette base.

Partageant cette vision, les quatre organisations ayant leur siège à Rome – FAO, FIDA, PAM et Bioversity International – ont identifié 10 priorités et domaines d'action, qui représentaient leur contribution au document final du Sommet de Rio+20 (voir l'encadré 5).

ENCADRÉ 5

Contribution des organisations ayant leur siège à Rome (FAO, FIDA, PAM et Bioversity International) au document final du Sommet Rio+20

- Avec les méthodes de développement actuelles, 1,4 milliard d'individus vivent encore dans des conditions de pauvreté extrême, 925 millions¹ ont faim et beaucoup d'autres souffrent de malnutrition et d'insécurité alimentaire.
- Les modèles de développement non durable dégradent l'environnement naturel et menacent les écosystèmes et la biodiversité, dont dépendent les moyens d'existence et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Au niveau planétaire, les risques augmentent: les variations climatiques imprévisibles, les catastrophes naturelles, la volatilité des prix et les risques commerciaux se font plus fréquents, aggravant ainsi l'incertitude entourant la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde.
- Le système agricole et alimentaire, reposant sur des bases non durables, a contribué à ces échecs sociaux et environnementaux, mais l'agriculture peut aussi offrir de nombreuses solutions, à l'appui du développement durable et de l'économie verte. Il va sans dire qu'une économie verte n'est pas possible sans une agriculture durable.
- Il faut, de toute urgence, réformer complètement le système agricole et alimentaire, afin de parvenir à la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, d'améliorer les conditions d'existence des populations et de gérer plus durablement l'environnement.
- Pour assurer le succès de cette réforme, il est indispensable d'y associer des centaines de millions de ménages composés de petits exploitants agricoles et de paysans sans terre – qui souvent sont des femmes.
- Pour assurer la durabilité, il faut réformer tout le système agricole et alimentaire, de la production à la consommation.
- Il est essentiel de mettre en place des mesures de protection sociale et des filets de sécurité, pour soutenir les moyens d'existence et renforcer leurs capacités d'adaptation, protéger les plus vulnérables et les associer à des modes durables de développement.
- Il faut améliorer les politiques mondiales, nationales et locales, et les rendre plus cohérentes si l'on souhaite favoriser le développement durable et soutenir la réforme des systèmes agricoles et alimentaires, à l'échelle voulue.
- Les organisations ayant leur siège à Rome travailleront de concert afin de faire progresser les objectifs et les décisions de Rio + 20, en appuyant les efforts déployés par les pays pour établir des systèmes agricoles et alimentaires durables.

¹ Il faut noter que, selon les dernières estimations de la FAO portant sur la sous-alimentation dans le monde, le nombre de personnes sous-alimentées serait actuellement de 868 millions.
 Source: FAO, FIDA, PAM, Bioversity International. 2012. *Rome-based Organizations submission to Rio + 20 outcome document* (disponible à l'adresse http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/sustainability/pdf/11_11_30_Rome-based_Organizations_Submission_to_Rio_20_Outcome_document.pdf).



L'importance de l'économie rurale non agricole et ses liens avec l'agriculture⁴⁶

Malgré la place importante qu'elle occupe, l'agriculture ne sera pas, pour tous les ruraux, le moyen d'échapper à la pauvreté. Par ailleurs, certains petits agriculteurs – notamment ceux disposant de suffisamment de facteurs de production et ayant accès aux marchés agricoles en phase de transformation – seront en mesure d'établir des systèmes durables de production à vocation commerciale. Ces systèmes leur permettront d'entamer une ascension sociale et de sortir de la pauvreté, grâce à leur travail. Souvent, ce processus comprendra l'acquisition de nouvelles terres, pour accroître leur production et les excédents commercialisables. En revanche, il faut bien reconnaître que de nombreux

ruraux pauvres n'ont guère accès à la terre, ni aux marchés; ils ne pourront donc pas compter exclusivement sur l'agriculture pour sortir de la pauvreté. De plus, dans les pays où les terres disponibles sont rares, tous les agriculteurs ne pourront pas étendre la superficie des terres qu'ils cultivent. Certains devront donc se tourner vers l'économie rurale non agricole pour y chercher un travail salarié ou une activité autonome, qui constituera leur principale voie de sortie de la pauvreté. L'économie rurale non agricole revêtira une importance particulière pour les jeunes, qui aspirent souvent à quitter le secteur agricole. À mesure que se développe l'économie et qu'augmente

le PIB par habitant, l'économie non agricole commence à gagner en importance, en milieu rural. Dans les pays fortement tributaires de l'agriculture, la part du revenu rural imputable à des activités non agricoles peut représenter de 20 à 30 pour cent du total, mais dans des économies plus urbanisées, cette proportion peut atteindre 60 ou 70 pour cent (voir la figure 17). Une analyse des données portant sur les activités rurales génératrices de revenus fait apparaître que la majorité des ménages participe à des activités rurales non agricoles génératrices de revenu⁴⁷: en Asie et en Amérique latine, ce pourcentage se situe entre 50 et 60 pour cent, alors qu'en Afrique subsaharienne, il va de 25 à 50 pour cent. Il faut toutefois préciser que seulement 20-25 pour cent des ménages ruraux d'Asie et d'Amérique latine et 10-20 pour cent des ménages ruraux d'Afrique subsaharienne tirent de l'économie non agricole plus des trois quarts de leur revenu. Pour la plupart des ménages, la participation à l'économie non agricole prend la forme d'un travail à temps partiel ou saisonnier et sert à gérer les risques et à diversifier les sources de revenus. On peut affirmer qu'à peu de choses près, la plupart des ménages ruraux ont un pied dans le secteur agricole et l'autre, dans l'économie rurale non agricole.

Il est admis, depuis longtemps, que le développement agricole joue un rôle important dans le développement du reste de l'économie, à travers leurs liens réciproques⁴⁸. En outre, en général, l'agriculture contribue dans une large mesure à déterminer la taille et la structure de l'économie rurale non agricole, en fournissant des matières premières agricoles à transformer, en créant un marché pour les intrants agricoles et pour les biens et services de consommation, en libérant de la main-d'œuvre pour d'autres secteurs de l'économie et en fournissant des produits alimentaires à l'économie non agricole, contribuant ainsi à en abaisser le prix.

Dans les régions où l'agriculture a connu un essor important, le secteur rural non agricole a eu, lui aussi, une croissance rapide. Selon les ouvrages spécialisés, chaque dollar de valeur ajoutée à l'agriculture produit de 30 à 80 cents de gains supplémentaires, de second niveau, dans le reste de l'économie⁴⁹, en fonction de facteurs tels que la densité démographique et la disponibilité de réserves de main-d'œuvre. Les liens entre l'agriculture et les autres secteurs évoluent en fonction du stade de développement de chaque pays: à un niveau faible de développement, l'agriculture encourage la croissance dans le reste de l'économie; à mesure que les pays se développent, les relations deviennent mutuellement bénéfiques; à un stade plus avancé, l'agriculture ne joue plus qu'un rôle mineur, en tant que moteur de la croissance économique⁵⁰. Inversement, une croissance médiocre des revenus agricoles se traduit par une faible demande des consommateurs, des besoins limités en intrants agricoles, une croissance réduite de l'agroalimentaire et la stagnation des salaires. Dans ces

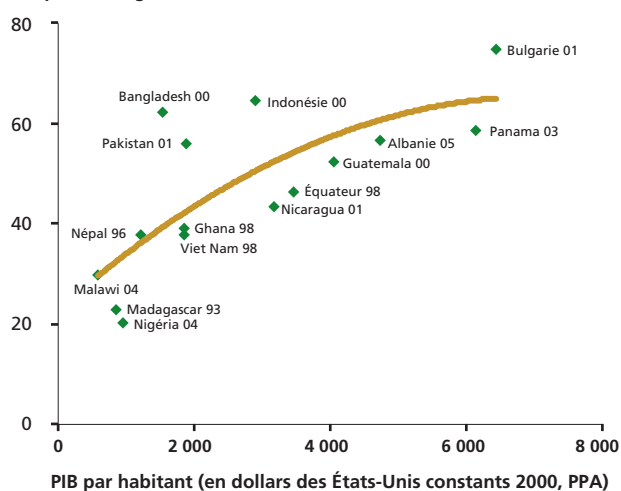
conditions, on ne peut attendre un grand dynamisme de la part de l'économie rurale non agricole et les ménages ruraux pauvres seront contraints de recourir à des stratégies de survie, y compris des travaux non agricoles mal rémunérés ou la migration. On voit donc, notamment dans les pays fortement tributaires de l'agriculture, que lorsque le secteur agricole se développe, il y a alors de bonnes possibilités de stimuler la croissance de l'économie non agricole et de créer un cercle vertueux de croissance rurale et de création d'emplois.

Toutefois, d'autres facteurs que l'agriculture peuvent influencer la structure et le développement de l'économie rurale non agricole. Parmi ces facteurs, on peut citer l'urbanisation et l'amélioration des liaisons entre les villes et les campagnes, au niveau des transports et des communications⁵¹. La migration de travailleurs agricoles vers l'économie rurale non agricole et vers des villes secondaires est souvent synonyme de réduction de la pauvreté rurale. Par exemple, les villages indiens situés près des villes réussissent mieux que d'autres villages à réduire la pauvreté⁵², et ce phénomène se répète également dans d'autres pays. L'amélioration des liaisons entre les villes et les campagnes, du point de vue des transports et des communications, offre de nouvelles possibilités aux ménages ruraux, notamment dans les économies en phase de transformation et d'urbanisation. En Chine et en Asie du Sud-Est, la production manufacturière destinée aux marchés d'exportation est transférée, en sous-traitance, vers des industries rurales, du fait des fortes densités démographiques et du coût modique des transports⁵³.

FIGURE 17

Avec la croissance de l'économie, les revenus non agricoles jouent un rôle plus important dans l'économie rurale

Part des revenus non agricoles dans les revenus ruraux totaux (en pourcentage)



Source: A. Valdés, W. Foster, G. Anríquez, C. Azzarri, K. Covarrubias, B. Davis, S. DiGiuseppe, T. Essam, T. Hertz, A.P. de la O, E. Quiñones, K. Stamoulis, P. Winters et A. Zezza. 2008. A profile of the rural poor. Document de référence préparé pour le Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale 2011. Rome, FIDA.

■ **Conclusion: recourir à la croissance agricole pour encourager la réduction de la pauvreté, tout en préparant les populations rurales à la transformation structurelle de l'économie rurale**

En dernière analyse, le rôle joué par l'agriculture dans la réduction de la pauvreté et de la sous-alimentation dépendra des conditions spécifiques de chaque endroit. Souvent, notamment dans les zones déshéritées, l'agriculture peut être un moteur de la croissance économique. Comme nous l'avons vu, les gouvernements, agissant en liaison avec toutes les parties prenantes, peuvent soutenir et renforcer ce rôle, de diverses manières. À cet égard, il est indispensable de donner aux petits agriculteurs de meilleures possibilités de participer au développement durable de l'agriculture et des zones rurales.

Rappelons toutefois qu'à mesure que le PIB par habitant augmentera, l'agriculture jouera un rôle moins important, à la fois pour l'économie dans son ensemble et pour les pauvres; ce sera alors au tour de la croissance non agricole de jouer un rôle moteur important dans la réduction de la

pauvreté d'individus qui sont certes pauvres, mais pas très pauvres. La croissance de l'économie non agricole est donc, elle aussi, un élément indispensable à la sécurité alimentaire. Par exemple, elle peut être une source d'emplois, notamment pour les jeunes, et faciliter la transition de la main-d'œuvre du secteur agricole vers des emplois à plus forte productivité, dans l'industrie et les services et ce, à la fois dans les villes et dans les campagnes. Les gouvernements des pays concernés doivent prévoir cette transformation structurelle et prendre rapidement des mesures – notamment au moyen d'investissements dans les infrastructures, l'éducation et la formation – pour faire en sorte que les ruraux pauvres soient en mesure de participer à ce processus de transformation et de tirer profit des possibilités émergentes d'emploi rémunérateur. Les stratégies de développement agricole ouvertes à tous, lancées par les autorités nationales, comme le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, doivent s'attacher à élaborer, appliquer et évaluer un tel cadre d'action cohérent afin d'améliorer la productivité et la durabilité, tout en accordant l'attention voulue au rôle qui revient aux petits agriculteurs et aux ruraux pauvres dans le processus de transformation.